

# AUJOURD'HUI

Bimensuel libertaire

## La guerre au Kosovo et en Yougoslavie

Pour ceux qui comme nous ne disposent que des informations et commentaires publiés dans la presse, il est bien difficile de distinguer les faits et analyses des discours idéologiques et partisans.

Une chose en tout cas est établie : le régime « national-bolchévique » de Milosevic, qui massacre et déporte en masse ses propres concitoyens d'origine albanaise, rappelle les méthodes de Staline ou celles de Pol Pot. Ceci étant dit, l'intervention de l'OTAN ne relève pas de la morale ou de la justice, mais de la crédibilité et des intérêts bien compris des différents membres de l'Alliance. Les plus puissants étant les mieux servis. Les États-Unis veulent consolider leur leadership politique et économique mondial et affaiblir durablement leurs concurrents potentiels comme la Russie ou l'Union européenne. Par ailleurs, l'engagement américain permet de justifier, aux yeux de l'opinion publique, le maintien des bases de l'OTAN en Europe, après la chute du mur de Berlin.

Les pays européens quant à eux cherchent à circonscrire l'embrasement d'une région frontalière. Ils ne peuvent accepter une zone d'instabilité aussi proche. Leur objectif est d'atteindre à une stabilité dans les Balkans le plus vite possible, notamment parce que cette région est une voie de passage des ressources énergétique de l'Asie à l'Europe.

Pour toutes ces raisons on ne peut accepter l'alternative dans laquelle on prétend nous enfermer : « soit vous êtes pour l'OTAN, soit vous êtes pour les Serbes ». Nous sommes contre la barbarie fasciste, mais aussi contre le nouvel ordre mondial qui consacre toutes les inégalités actuelles et qui tolère volontiers les dictateurs san-



*Le Nécrophile, Jean Benoît (1964-65)*

glants quand ils ne sont pas trop encombrants, quand leur action ne déstabilise pas le système... La façon de traiter la question kurde et la complaisance vis-à-vis de la Turquie démontrent bien que les considérations humanitaires sont toujours subordonnées aux intérêts des nations.

Ceci dit, nous condamnons évidemment la négation des droits élémentaires des Kosovars et toutes les exactions dont ils sont victimes. Nous voulons que la Suisse, qui les expulsait encore vers Belgrade au déclenchement de la guerre, ouvre désormais

*(Suite en page 2)*

**AUJOURD'HUI** est un bimensuel du vendredi, réalisé par **DIRECT!**, groupe des AmiEs de l'AIT (Association Internationale des Travailleurs). Le collectif de rédaction est constitué de non-professionnels, non-permanents et non-payés.

**DIRECT!** est totalement autofinancé.

Editeur responsable : Claude Cantini.

Tirage : 600 ex.

Correspondance :

**DIRECT!**

Case postale 2254

CH - 1211 Genève 2

Tél./fax : 022 734 29 22

Local: 24, rue de Montbrillant

**Nouveau CCP**

Direct !, CCP 17-574134-6

e-mail : aujourd\_hui@innocent.com

### Opinion

La guerre au Kosovo et en Yougoslavie

### Répression

Manif des squatters : la police fait couler le sang

### Santé

L'inégalité révoltante devant la maladie

**A partir de la semaine prochaine, DIRECT! assure des permanences publiques tous les mardis de 18h00 à 22h00 au 24, rue de Montbrillant**



## Opinion

# La guerre au Kosovo et en Yougoslavie

(...Suite de la première page)

grandes ses frontières aux réfugiés et aussi aux déserteurs de l'armée yougoslave... Mais pour ce qui est de la guerre elle-même, nous ne pouvons que constater notre impuissance. Quel sens peut-il y avoir à proclamer des principes pacifistes, à réclamer par exemple, depuis un salon genevois ou parisien, l'arrêt

immédiat des hostilités et l'autodétermination du Kosovo, quand on n'a aucun moyen d'imposer une telle politique? Les incantations à usage interne, les petites phrases des « intellectuels » qui cultivent leur différence... ne sont pas notre tasse de thé.

Nous pensons qu'il n'est pas non plus possible de renvoyer dos à dos Milosevic et l'OTAN, en affirmant que les

frappes ont aggravé et accéléré l'« épuration ethnique ». Personne ne peut réécrire l'histoire et dire ce qui se serait passé si d'autres décisions avaient été prises. Il est clair que pour des raisons de politique intérieure de ses pays membres l'OTAN a choisi, du moins jusqu'au moment où nous écrivons ces lignes, de mener une action qui limite de manière drastique les risques de pertes humaines pour ses soldats. La vie des populations civiles au sol, notamment des victimes de la répression serbe passant bien sûr au second plan; et ceci de manière parfaitement consciente, s'il se confirme que le plan de déportation massive de Milosevic était connu d'avance.

Mais revenons un petit peu en arrière. C'est en flattant le nationalisme serbe que Milosevic est parvenu à instaurer son régime « brun-rouge » contre ses concurrents pour le pouvoir. La désinformation n'explique pas tout, beaucoup de Serbes sont convaincus d'être les « victimes », les perdants du démembrement de la Yougoslavie. Il faut rappeler que le mouvement

centrifuge qui a provoqué l'explosion de cette Fédération a débuté par la reconnaissance, dès 1991, de la Slovénie et de la Croatie par l'Allemagne. Celle-ci voyait alors d'un bon œil ces régions plus prospères que les autres passer dans sa zone d'influence. A partir de là, les Serbes et dans une moindre mesure les

opprimés par d'autres (c'était le cas, déjà avant les derniers événements, de la population albanaise du Kosovo qui subissait depuis dix ans une situation d'apartheid et de répression violente) et leur revendication d'autodétermination est légitime. Mais bien des exemples ont montré qu'une fois l'autonomie obtenue, les problèmes sociaux demeurent.

L'internationalisme des exploités devrait logiquement prendre le contre-pied des discours nationalistes, racistes et de l'intégrisme religieux. S'il avait existé une réelle solidarité entre les travailleurs des différentes régions de Yougoslavie on n'en serait sûrement pas arrivés à la situation actuelle. Pour arrêter le bras armé d'un dictateur, une bonne grève générale et des soldats qui désertent seraient plus efficaces que des frappes aériennes...

Il faudrait aussi demander à ceux qui nous ont tant vanté l'« autogestion yougoslave », à ceux qui considéreraient que la Yougoslavie de Tito (comme l'Algérie) faisait partie des « États progressistes », pourquoi on n'observe pas de solidarité syndicale entre les travailleurs des différentes régions du pays. A titre provisoire, et à défaut d'avoir approfondi le sujet, on peut penser que lorsque l'organisation des exploités ne part pas de la base, quand elle est orchestrée par les autorités politiques et par des dirigeants professionnels, c'est comme si elle n'avait jamais existé.

M. A. & M. C.

1. Il est intéressant de relever l'attitude d'Israël face aux récents événements. Le meilleur élève et allié des États-Unis se garde bien d'applaudir aux frappes de l'OTAN, car son État repose sur le même genre de mythe : « berceau de la patrie », « terre promise » que le projet actuel de la Grande Serbie, et la déportation des Kosovars rappelle celle des Palestiniens expulsés de leurs terres...



Alfred Kubin, La Guerre (1905)

Croates ont entrepris une politique de « nettoyage ethnique » dans les régions qu'ils contrôlaient, surtout en Bosnie, mais aussi en Croatie. Dans un contexte d'effondrement économique et d'appauvrissement d'une grande partie de la population, un processus mortifère s'est mis en marche, transformant le pays largement multiculturel qu'était l'ex-Yougoslavie en des pays et régions pratiquement « homogènes ». Huit ans de guerre civile ont fait plus de 200'000 morts et trois millions de personnes déplacées. Les malheureux Kosovars se trouvent maintenant en bout de chaîne de cette dynamique raciste. Au nom de mythes invraisemblables, Milosevic et ses sbires prétendent faire du Kosovo leur Jérusalem<sup>1</sup> et doivent pour cela le vider de sa population. Quel que puisse être l'épilogue de cette sanglante histoire, il y a d'ores et déjà quelques enseignements à en tirer. Le nationalisme, qu'il soit majoritaire ou minoritaire mène à des impasses. Il peut servir les élites montantes, mais il ne résout pas les problèmes des exploités. Certes, certains peuples sont collectivement

## Répression

# Manif squat : la police fait couler le sang

Samedi 10 avril, une manif était organisé par Intersquat, sous le nom de « Calvin Pride ». Partis du Jardin Anglais en début d'après-midi, environ 300 manifestants ont parcouru le centre ville dans une ambiance festive, avec musique et spectacles de rue. Vers 17h00, la manif arrive à la rue de l'Arquebuse, où est tentée l'occupation du bâtiment de l'ancien siège administratif des Service Industriels (SI), vide depuis 5 ans. Tandis que les spectacles continuent devant le bâtiment, des manifestants entreprennent l'ouverture de la porte.

A ce moment, se pointent les flics, en tenue anti-émeute, et en grand nombre. Parmi les manifestants, une chaîne humaine d'une vingtaine de personnes se forme pour protéger l'ouverture du bâtiment, et, sans sommations, les flics chargent. Là, c'est la boucherie. Le matraquage envoie trois personnes à l'hôpital, dont une fille qui alors qu'elle était à terre, s'est fait tabasser et sauter sur les mains lorsqu'elle tentait de se relever. Après le matraquage, la manif s'est rendue devant l'Usine que les flics ont encerclée, créant un véritable état de siège. A l'Usine les manifestants étaient passablement sous le choc et tentaient de récupérer un peu. Bon nombre de jeunes portaient des traces de coups (fronts ouverts, lèvres éclatées, etc.). Dans la nuit, une vingtaine de personnes ont dû se rendre à l'hôpital. « Scandaleuse est [...] la pratique de l'Hôpital Cantonal de Genève qui a livré les noms de la vingtaine de blessés auscultés aux services

de police. Le nombre de blessés est plus élevé puisque, heureusement, beaucoup n'ont pas été à l'HCUG pour se faire soigner. Crânes ouverts, commotions cérébrales, hématomes et plaies ouvertes sont les stigmates qu'ils nous restent. Voilà ce qu'il en est des possibilités de dialogue avec BertoSSa ». Cet épisode répressif en dit long sur ces forces super-autoritaires au service d'un ordre capitaliste qui ne recule devant rien et sur les hommes méga-excités qui les constituent : ils ont fait de la barbarie leur profession.

Dino Mittaz

Si vous avez été victimes de la violence policière à cette manifestation téléphonez à la permanence 079-246.50.83, prenez contact avec un avocat et surtout en cas de convocation policière ne faites aucune déclaration, c'est à Bertossa de prouver votre tort.

Pour organiser le soutien aux victimes des brutalités policières et de l'inquisition juridique, ainsi que la continuité du mouvement d'occupation des locaux commerciaux vides : Assemblée générale du comité de soutien : le dimanche 18 avril à 18h00 à l'Usine (4 pl. des volontaires).

Tous les passages en italiques sont extraits du Communiqué concernant la répression brutale de la « Calvin Pride » le 10 avril 99 du Comité de soutien aux occupations de locaux commerciaux

## LA FABRIQUE DE LA VÉRITÉ

Le marché et ses serviteurs politiques et médiatiques travaillent sans relâche à la construction et la consolidation de l'idée que l'organisation de la société selon leurs intérêts est, en fait, son organisation naturelle. Leur intention est d'établir en dogmes ce que sont, en réalité leurs choix politiques, économiques et sociaux. Cette rubrique se veut une collection des produits de cette vaste usine à construire des « vérités ».

« De tout temps, les échanges, autrement dit le commerce, ont constitué le fondement des liens que tissent entre eux les membres d'une même communauté et des relations qui se nouent entre les groupes sociaux ».

Contribution de Pierre Kunz, directeur d'entreprise, in « La parole à ... », GHI, 8 avril 1999.

## Brève

### Renaturation

Le terrain merveilleux au bord du Rhône en amont de l'embouchure de l'Allondon subit l'aménagement du territoire. Un politicien écologiste entend sa modification très artificielle qu'il appelle « renaturation ». La nature était pourtant en train de « renaturer », à son rythme, il est vrai, qui n'est apparemment pas très écologique aux yeux des écologistes. Cette transformation du domaine public est financée par M. Firminich, président-directeur général d'une usine du même nom au bord du Rhône en aval de l'embouchure de l'Allondon. Cette usine a la

particularité d'empester les environs, donc aussi le terrain de moins en moins merveilleux, comme je l'ai encore pu constater dimanche dernier. La planteur était alors nauséabonde. Elle montait jusqu'au vignoble au-dessus du chemin de fer. Puisqu'il s'agit de « renaturer », les experts ont certainement prévu la « renaturation » de l'air et la fin des émanations pestilentielles de l'usine Firminich, à moins que le mécénat ne serve qu'à justifier ces nuisances.

Genève, le 17 mars 1999

Ce texte nous a été envoyé par M. Fabrice Bachli

## L'Affranchi (revue de DIRECT!), n° 16 vient de sortir! Au sommaire :

### Dossier négationnisme

« Nous avons posé notre regard sur le curieux phénomène du négationnisme « de gauche ou libertaire » [qui] s'il est tout à fait marginal dans nos milieux, [...], y a une tradition qui date des années cinquante ».

### France : Chômeurs en colère

Un article qui fait le point sur le mouvement de lutte des chômeurs d'une ampleur nationale que la France a connu l'année dernière. Une analyse des modes d'action, du rôle des organisations syndicales et politiques et des enjeux de cette lutte, « prémisses d'une contestation dans ce milieu jusqu'alors relativement silencieux ».

### Luttes syndicales en Russie

Dans une Russie où les arriérés de salaires se comptent en milliards de roubles, « les luttes de travailleurs qui ont

Vous pouvez l'obtenir à : DIRECT! Case postale 2254, 1211 Genève 2  
Tél./Fax : (022) 734 29 22, E-mail : aujourd'hui@innocent.com

eu lieu, en été et en automne 1998, confirment que les travailleurs et les travailleuses ne peuvent attendre la réalisation de leurs droits ni des « vieux » syndicats, ni des « nouveaux » tout aussi bureaucratiques ».

### Le municipalisme libertaire

Critique du livre de Janet Biehl (Ecosociété, 1998) qui présente le projet politique de Murray Bookchin : Le Municipalisme libertaire.

### Cet étrange monsieur Blondel : enquête sur le syndicat Force ouvrière

Présentation du livre de Christophe Bourseiller (éd. Bartillat, 1997) qui nous permet de découvrir un « des courants politiques qui préfèrent la discrétion et l'obscurité à la lumière du jour » : le Lambertisme.



# Santé

## Tant qu'on a la santé

***L'inégalité des personnes devant la maladie est un des traits les plus révoltants de l'état de nos sociétés à la fin d'un siècle qui a connu des progrès médicaux fantastiques. Aujourd'hui, on meurt de maladies que l'on peut pourtant facilement guérir et l'organisation économique et sociale mondiale refuse à toujours plus de personnes le droit à une bonne santé. Le cas de la tuberculose qui fait chaque année entre 2,5 et 3 millions de mort est exemplaire de cette réalité***

Cette inégalité est criante entre les pays développés et les pays pauvres. Par exemple, concernant le Sida, alors que « 90 % des séropositifs vivent dans le Tiers-Monde » où le nombre de cas déclarés de Sida ne cesse d'augmenter, Peter Piot, directeur du programme des Nations Unies contre le Sida constate : « *Le clivage entre les pays industrialisés et les pays pauvres, est devenu beaucoup plus grand depuis l'avènement de la tri-thérapie dans les pays industrialisés, à un coup de 500 000 FB [env. 20 000 FS] par an et par personne, les personnes vivant dans le Tiers-Monde ne peuvent qu'en rêver* ». D'une manière générale, la mortalité due aux épidémies de maladies parasitaires et infectieuses fait toujours partie du lot commun de ces pays. La pauvreté qui y sévit et les conditions de vie qui en découlent favorisent l'émergence et la prolifération de maladies. Les programmes d'ajustement structurel et les plans de remboursement des dettes nationales, qui diminuent les budgets de santé et accentuent l'inégalité d'accès au système de santé, n'arrangent rien <sup>1</sup>.

Ainsi, dans le cadre d'une campagne de lutte contre la tuberculose de l'OMS, cette organisation s'est associée à la Banque Mondiale qui accorde des prêts de soutien. Mais, « *les remboursements peuvent coûter très cher, ce qui conduit souvent à des interruptions de programme* » <sup>2</sup>. Dans le cas de cette maladie, de telles interruptions sont catastrophiques en raison de la nature du traitement qui demande la prise quotidienne de médicaments au cours des 6 à 8 premiers mois. Si une interruption intervient au cours de cette première phase de traitement, le bacille risque de développer une souche multirésistante aux médicaments, comme c'est le cas actuellement en Russie où « *aujourd'hui, plus de 50 millions de personnes pourraient être infectés par des bacilles de Koch résistants aux médicaments* » <sup>3</sup>. Pour éviter cela, l'OMS recommande une nouvelle tactique pour l'administration du traitement : le DOTS (Stratégie de traitement sous surveillance à courte

durée). Les malades reçoivent et s'administrent les médicaments sous le regard d'un personnel de surveillance. Pour les plus récalcitrants, la privation de liberté et l'enfermement dans les hôpitaux est recommandée et utilisée <sup>4</sup>. Cette méthode appliquée depuis 1993 à New York et dans une moitié de la Chine a permis, selon l'OMS, d'atteindre un taux de guérison de 95 %.

Néanmoins, cette pratique révèle tout le cynisme d'une méthode qui nécessite un système de surveillance pour soigner des personnes qui n'ont normalement pas accès aux soins et qui, une fois guéries, sont rendus à leur misère. Alors que tout le monde s'accorde à reconnaître que la pauvreté et les mauvaises conditions de vie sont des facteurs essentiels dans le développement de la maladie, comme c'est le cas dans l'ensemble des pays de l'Est où la tuberculose est en recrudescence à cause de « *la crise économique et de la déstructuration des systèmes de santé* » <sup>5</sup>. Ainsi, si l'on sait qu'en Russie « *le surpeuplement des prisons, la quantité très insuffisante de nourriture et la quasi absence de médicaments* » <sup>6</sup> explique la situation catastrophique avec des chiffres records de cas de tuberculose multirésistantes, ces conditions ne sont pas directement mise en question mais uniquement prise en compte comme une difficulté supplémentaire pour s'attaquer à la maladie. Dans ce cas-là, comme pour les plus pauvres de New York, le but n'est pas de changer des conditions de vie inhumaines, mais de traiter des malades qui peuvent être dangereux pour la société toute entière.

L'existence de ces populations est une donnée normale pour des professionnels de la santé qui n'hésite pas à y trouver argument pour rassurer les éléments sains de la société. C'est le cas de Françoise Portaels, directrice de l'unité de mycobactériologie de l'Institut de médecine tropicale à Anvers, qui « *relativise* » comme l'écrit l'Hebdo <sup>7</sup> : « *On peut craindre une extension de tuberculoses résistantes, mais seulement dans des situations particulières :*

*prisons de pays pauvres, quart-monde, malades séropositifs. Mais on ne peut pas parler de menace pour la population générale* ».

Ce bel optimisme au réalisme cynique ne rassurera certainement pas le nombre croissant de pauvres des pays riches <sup>8</sup>. Processus d'appauvrissement qui s'accompagne de la perte du premier bien auquel on doit renoncer en pareil cas : la santé. Par exemple, en Belgique, en 1996, un tiers des malades ne pouvaient déjà plus payer leur facture. Aujourd'hui, dans ce pays, la plupart des hôpitaux font intervenir des huissiers auprès de leurs patients en mal de paiement. En France « *plus de la moitié des consultants des centres de soins gratuits n'ont aucune protection sociale* » <sup>9</sup>. Quant à la Suisse et pour en revenir à la tuberculose, la nouvelle Lamal consacre une « *inégalité face au traitement au détriment des plus démunis* » en retirant à cette maladie « *son statut de maladie à part* » dont les frais sont intégralement pris en charge par le système des assurances sociales ». Ainsi, alors que « *comme ailleurs, la maladie touche en priorité les personnes défavorisées, les personnes âgées, les migrants en situation sociale précaire, les sujets en marge de la prospérité [...] le malade atteint de tuberculose doit supporter une partie des frais de traitement* » <sup>10</sup>. Ceci en contradiction avec les recommandations internationales sur la question.

**G. A. et M. C.**

1. Lire *La Mondialisation de la pauvreté*, Michel Chossudovski, Ecosociété, Montréal, 1998.

2. *Le Monde*, 25 mars 1999.

3. Id.

4. A New York, cet enfermement peut durer jusqu'à deux ans, c'est-à-dire jusqu'à guérison complète

5. *Le Monde*, 25 mars 1999.

6. Id.

7. n° 14, 1999.

8. Au sein de l'Union européenne, de 1975 à 1988, le nombre d'individus vivant sous le seuil de la pauvreté est passé de 38 à 52 millions.

9. Rapport du Haut comité à la santé publique, 1997.

10. Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies (ISPA), 1999.